

Budget de l'Outre-mer : Victorin Lurel dénonce une purge

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

24 mai 2019

"L'état réalise des économies sur les dos des Ultramarins". Victorin Lurel avance dans un communiqué que 180 millions d'euros affectés à l'Outre-mer en 2018 ont été retenus".

"180 millions d'euros affectés à l'Outre-mer n'ont pas été dépensés en 2018". Affirmation lancée par le sénateur Victorin Lurel dans un communiqué daté du 20 mai dernier. C'est 10 % des sommes octroyées aux territoires ultramarins et qui n'ont pas été utilisées. Selon le sénateur, c'est du jamais vu dans les annales des exercices budgétaires. Il en déduit que "l'État réalise des économies sur le dos des Ultramarins". Victorin Lurel affirme que la purge budgétaire infligée aux Outre-mers est réalisée en deux temps. "D'abord on a appauvri le budget en amont, ensuite on n'a pas dépensé les sommes déjà minimisées". Le sénateur réfute les arguments du gouvernement qui explique que cette situation est "indicateur des collectivités à assurer leur part de financement". Manœuvre cynique, estime Victorin Lurel. L'ancien ministre objecte que les collectivités d'Outre- mer sont en première ligne pour la mise à disposition des terrains, la garantie des prêts et la recapitalisation des opérateurs du logement social. Victorin Lurel se fait cinglant : "soit donc les collectivités sont devenues subitement incomptentes, soit le gouvernement use de tous les artifices pour bloquer le financement des dossiers", écrit-il. Le sénateur parle d'avarice organisée par le gouvernement. Il prend l'exemple du logement social où la suppression de l'allocation logement/accession a privé cette politique déployée en Outre-mer de 64,8 millions d'euros.

Bateau ivre

Résultat affirme le parlementaire, il manque la construction de 2 300 logements sur les 10 000 prévus. Le sénateur interroge : "Quid des restes à payer par l'État ? Comment se répartissent pour chaque territoire les

sommes engagées et les restes à payer ?" Selon Victorin Lurel, "*sur ces questions, le document reste mutique*". Et de réserver le coup de grâce au ministère des Outre-mer. Qui est selon lui "*un bateau ivre*". Le sénateur dénonce les mesures d'austérité budgétaire votées en fin d'année : "*Ce ne sont pas elles qui vont redresser le cap en 2019*".